

AG/Forum du samedi 17 janvier au 23 rue de l'Ermitage Versailles

Situation début 2015 et bilan 2014

A la création de l'OPEP (1960) le baril valait 5\$, entre 1986 et 2004 il oscillait entre 20 et 40\$, en 2008 il atteignait un niveau record à 144\$, pour retomber aujourd'hui à 50\$ où il pourrait rester un certain temps avant sa remontée inéluctable. Le Congo, le Gabon, l'Angola, le Nigeria et l'Algérie ont besoin d'un baril supérieur à 100\$ (à 120 pour le Nigeria et l'Algérie) pour équilibrer leur budget. Des ajustements de stratégie sont donc attendus dans ces 5 pays producteurs africains. Ainsi l'Angola vient de revoir son budget sur la base de 81\$/baril (au lieu de 98 en 2014) et a prévu de lancer certains projets sous réserve de l'atteinte d'un seuil du prix du baril.

Cette année encore l'Oil Council Africa Assembly a réuni à Paris 24/25 juin 2014, quelques 800 dirigeants pour faire le point sur les investissements oil & gas en Afrique.

Les investissements sont orientés par les 3G (Géologie, Géographie, Gouvernance). Les investissements en Libye sont reportés et ceux en Egypte bloqués par la faillite de l'état.

Total, dans sa lettre d'information interne la semaine dernière indiquait son obligation de faire preuve d'une discipline renforcée (qui se décline en : sécurité, exécution, coûts et cash), une entreprise durable est avant tout une entreprise profitable.

Chevron chiffre l'impact du déplacement vers eau profonde avec accroissement en coût de développement et délai de mise en œuvre

à 500 m : délai 7 ans, coût 15\$/bl ;

à 1500 m : 10 ans, 27\$;

à 2500 m : 12 ans, 40 \$

Lors de la conférence de l'énergie en Afrique organisée le 25 novembre, Jean-Marc Fontaine (responsable CSR de Total Afrique) a présenté l'approche sociétale de Total en Afrique :

«cette région qui représente 13 % de la population mondiale (et 31% de la production du groupe Total), mais seulement 4 % de la demande en énergie. Depuis l'année 2000, l'Afrique subsaharienne a connu une croissance économique rapide et la demande d'énergie s'est accrue de 45 %. Globalement en Afrique subsaharienne, seuls 290 millions des 915 millions d'habitants ont accès à l'électricité et le nombre total de personnes qui en sont privées est en augmentation. Les efforts de promotion de l'électrification gagnent en ampleur, mais ne suivent pas le rythme de la croissance de la population.

C'est ce qui fait l'intérêt de l'étude de Price Waterhouse Coopers, publiée sur leur site il y a quelques jours, après une enquête auprès de 55 acteurs pétroliers/parapétroliers du continent africain.

« Les entreprises du secteur pétrolier et gazier en Afrique sont aujourd'hui préoccupées par la nécessité de développer des compétences locales. En 2012, on comptait environ 25% d'expatriés, mais au regard de la forte impulsion des gouvernements à développer les compétences locales dans le secteur de l'énergie, on peut s'attendre à une forte réduction du recours aux expatriés dans les années à venir.

Les multinationales ont plus de difficulté à contribuer au développement économique et social des pays où elles opèrent ; recrutement local, formation, achat de biens et de services locaux, (local content), contribution à l'éducation et la santé. Cette démarche « sociétale » s'avère difficile et plus coûteuse que la démarche traditionnelle de venir avec services et biens importés. C'est un thème que nous allons reprendre dans notre forum cet après midi.

Près de 30 % des découvertes mondiales de pétrole et de gaz de ces cinq dernières années proviennent d'Afrique subsaharienne, ce qui trahit un appétit planétaire grandissant pour les ressources africaines.

« La formation continue comme outil de développement durable ». Tel est le thème de l'exposé que j'ai présenté le 15/4 à la Conférence CIHC2 (Brazzaville) après avoir rappelé la mission ACP et ACP groupe Afrique créée à Pointe Noire en juin 2013 et les métiers des experts ACP.

Les pays africains ont un PIB/hab 1.200€, un coût éducation 5% du PIB, un taux du financement public formation professionnelle par rapport au coût éducation 5% et un taux de population de jeunes (15-20 ans) 10%. Ceci conduit à un budget public formation professionnelle de 30€ par jeune, c'est 200 fois inférieur à celui de l'Europe, l'Afrique doit faire appel à un financement privé : frais de scolarité, contribution volontaire des entreprises.

En Algérie, la croissance soutenue de la production d'hydrocarbures et l'investissement dans la formation des jeunes a conduit à une croissance régulière de l'IDH. Des inquiétudes se font sentir sur la décroissance de la production alors que la consommation intérieure croît fortement. Le taux de chômage des jeunes (20-25 ans) reste à 50%.

Le développement durable c'est aussi la protection de l'environnement donc la limitation de l'empreinte carbone. Des recherches et de nombreux débats ont lieu sur ce sujet (journées annuelles des hydrocarbures en octobre 2014, relayées par la conférence GEP-AFTP de mercredi dernier) : stockage CO2 comprimé dans puits arrêtés et dans l'aquifer salin profond et surtout l'EOR avec CO2 (water alternate avec surfactant/mousse).

L'objectif est de valoriser le CO2, un EOR de 5 à 15% est accessible qui vient se rajouter au taux de récupération moyen de 35%.

L'expérience du Canada indique 2,5 baril récupérés par tonne de CO2

Pour être rentable il faudrait que le coût du CO2 soit de 10 à 15 \$/bl soit environ 30\$/tonne (alors qu'il est actuellement de 100\$/t)

Cette mission à Brazzaville a aussi été l'occasion de la 3ème réunion du groupe Afrique (Pointe Noire le 17/4) autour d'une dizaine d'experts/consultants sur le thème de la conférence et celui du déploiement vers l'industrie minière (Potasse du Kouilou) avec préparation de communication auprès des opérateurs de blocs miniers et de l'administration nationale.

Elle a aussi donné lieu à la rencontre avec Fouzia Baïri Dr Explo Prod IFP training Suite à l'échange suivant :

JLG Je souhaite vous faire part de ma conférence à Brazzaville le 15 avril sur la formation continue. Ma recommandation principale est la mutualisation d'une formation qualifiante (opérateurs, mainteneurs, foreurs...). Connaissant votre implication sur le brevet opérateur pour Total Congo, je me demande si vous seriez intéressé à étudier des modalités de coopération avec nous pour démultiplier votre impact au niveau national.

Les attentes concernant le Local Content incluent l'identification de besoins durables (au-delà du pic pétrolier). C'est ce qui a conduit le Groupe Afrique à s'intéresser aux Potasses du Kouilou. La visite le 21 mai au centre documentaire du Groupe Rodolphe MDPA (Minerais et Potasse d'Alsace) a été organisée dans cette perspective.

Les MDPA ont utilisé des technologies variées pendant près d'un siècle de production (maximum 10Mt minerais par an). A l'épuisement des mines, les installations ont été rachetées par Kaliundsaltz (partenaire allemand qui continue à produire à Hanovre et livrer la potasse au site alsacien pour compactage/ensachage).

Face à l'actualité (santé et sécurité) qui rougit un peu plus le continent africain sur la carte mondiale des risques HSE, les entreprises se mobilisent. Nous nous sommes retrouvés autour de « SOS international » pour préciser la Gestion des Risques liés au Devoir de Protection, de l'employeur, se déclinant autour de « Planifier - Agir - Contrôler » : ■ Planifier : Les principales

parties prenantes et les responsabilités de l'employeur en matière de Devoir de Protection sont identifiées et clairement définies dans l'organisation. ■ Agir : Les politiques et procédures liées au Devoir de Protection et de Gestion du Risque Voyage sont mises en œuvre et déployées. ■ Contrôler : La mise en œuvre du plan de Devoir de Protection et Gestion du Risque Voyage est évaluée au moyen d'un ensemble d'indicateurs de performance et d'une boucle de rétroaction, permettant ainsi l'amélioration continue du processus de gestion des risques par l'entreprise. En appliquant les dix Bonnes Pratiques du Devoir de Protection

La Chambre de Commerce France–Turkménistan et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Turkménistan nous ont invité au forum de rencontre le 11 juillet entre 50 entreprises françaises et des organisations et ministères turkmènes.

Notre consultant CEI Igor Korobov a contribué à la préparation de cette réunion. Il nous a rejoint pour lancer le forum « pipelines » dans l'après midi.

« Les membres de l'ACP se réjouissent du voyage présidentiel au Kazakhstan et de l'opportunité qui est laissée au GEP AFTP de s'exprimer à cette occasion.

Nous préconisons un partenariat bilatéral pour la mise en place d'un Centre de Formation et d'Excellence dont les Bénéficiaires seraient les Administrations et les Sociétés Nationales.

a/ Les Administrations,

- pour se faire respecter professionnellement des grands pétroliers internationaux,
- pour faire appliquer les règlements nationaux de façon professionnelle et efficace, ont besoin d'une solide formation technique, à la fois pratique et théorique.

b/ Les Sociétés Nationales doivent, quant à elles, pouvoir rivaliser d'excellence avec les pétroliers internationaux.

Nous proposons alors de cibler la Sécurité et l'Environnement pour la Production et le Transport:

a/ Dans le domaine de la production de « gaz acide », en s'appuyant sur l'expérience de Total (et des para pétroliers dont l'IFP) de 60 ans de production à forte concentration d'H₂S (18 à 40%) à Lacq avec développement de la chimie du soufre, et en intégrant l'expérience des consultants ACP sur :

- le Centre de Formation de Lacq,
- l'Atyrau Training Center (Kazakhstan, maintenant Atyrau Petroleum Education Centre APEC) lancé par KCO pour le projet Kashagan,
- ainsi que le Centre de Formation de Turkmenbashi (Turkménistan)

b/ Dans le domaine du transport régional par pipelines, en s'appuyant sur l'expertise de GDF Suez en « integrity management » et celle de l'ACP en simulation, comptage, supervision et en intégrant l'expérience des consultants ACP sur le projet TACIS incluant le Centre de Formation de Khiva (Ouzbékistan) pour la maintenance des pipelines régionaux (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizstan). »

Situation activité pétrolière en France :

L'enquête GEP AFTP auprès de 500 entreprises para pétrolières et para gazières (hors compagnies pétrolières et gazières) a donné les résultats suivants : 40 Md € CA depuis la France, dont 80% par une trentaine d'entreprises, % CA offshore 45%, 65.000 emplois secteur français. 70 pays où l'industrie est présente à travers une structure locale

GEP AFTP collège 1 & 2 : 250 entreprises

GEP AFTP collège 3 : 1000 adhérents (80% dans grandes entreprises, 20% petites, consultants, retraités)

Le Conseil d'Administration comprend actuellement les membres entreprises suivants : CGG, EDF Gaz div, Entropose Contracting, GDF Suez, IFP EN, Maurel & Prom, Saipem, Schlumberger, Technip, Total, ACP, Alpha Laval, Cegelec, Doris eng, Eiffage, Schneider

A ce jour 15 CLAR (Club de Liaisons d'Actions et de Réflexion) ont été lancés :

CLAR-3G, CLAR-Distribution, CLAR-Eco, CLAR-Forage-Puits, CLAR- Hydrocarbures de Roche Mère, CLAR- Projet, Construction, Matériels, CLAR-Raffinage, Pétrochimie, CLAR-Sécurité Sureté, CLAR-Gaz-CO2, CLAR-Ouvrage en Mer, CLAR-Efficacité Energétique, CLAR-Energ Renouv, CLAR-Ecole Universités, Commission GNL, et CLAR-Local content (présidé par Etienne Hammann Total).

Ce CLAR-Local content a été initié, il y a plus d'un an, pour échanger entre les sociétés de l'Association, partager des expériences, établir une solidarité entre entreprises. Il couvre les thèmes de la formation, de la fabrication de la création de joint ventures...

J'ai manifesté « mon souhait d'y représenter l'ACP au CLAR Local Content en y apportant ma contribution qui pourrait y être utile. En juin 2013, l'ACP organisait au musée Dapper un colloque sur le thème « la Responsabilité Sociétale en Afrique », plus de 50 participants y ont représenté les sociétés membres du GEP-AFTP qui avaient bien voulu y participer. Total y a apporté une contribution majeure avec la conférence « Rente pétrolière ou développement économique (Local Content) » prise en charge par Jean Fournier (Délégué Congo) et Pierre de La Passe (Local Content). J'y ai présenté le tout nouveau Groupe Afrique ACP basé à Pointe Noire et dirigé par 2 anciens directeurs (Total Congo et SNPC). Depuis le Groupe Afrique se développe, il est contacté par des PME/TPE françaises qui souhaitent se développer localement, est en relation régulière avec l'équipe Local Content de Total Congo et a lancé une initiative auprès des compagnies minières (potasse du Kouilou) pour aider à y relever les défis des ressources humaines. Ce Groupe qui est en relation régulière avec le siège en attend un éclairage et des recommandations sur la conduite à tenir pour répondre au mieux aux exigences du Local Content. Notre AG du 17 janvier devrait confirmer notre intention de lancer un deuxième Groupe Afrique à Alger pour répondre aux attentes RH de la Sonatrach comme des Associations. »

Amicale des Foreurs et des métiers du pétrole 1600 adhérents dont 700 actifs : dont 110 sociétés (ACP, Apave, Cofor, Caroil, Dietswell, Drilnet, Geostock, IFP, Hess, Iota, Maurel & Prom, MPH, Oleo, Perenco, Spie oil & gas, Storengy, TIGF, Total E&P, Vermillon, Well staff) et 50 consultants)

Forum

Les pipelines et l'ACP

- Stratégie d'un opérateur ex de Turkmengas (Igor Korobov)
- Assistance à Maitre d'Ouvrage : Retour d'expérience de P+I sur la chaine du projet pipeline SNH au Cameroun (Michel Lenoël)
- Cœur de métier : Activités de Technipipe par son nouveau PDG, axes de coopération pour développements possibles en France et à l'export, attente de Membre Partenaire (Christian Clouet et Alain Remignon)

Local content et le Groupe Afrique

- Stratégie d'un opérateur (Total au Congo) : approche globale, retour d'expérience, axe de développement (Jean Louis Gaillard, Jean Loup Rick, Yves Sinzot)
- Assistance à Maitre d'Ouvrage (ACP en Afrique) : état des lieux, perspectives et attentes du - Groupe à Pointe Noire (Jean Louis Gaillard, porte-parole du groupe); investigation pour mise en place d'un Groupe à Alger (Michel Lecordier)
- Cœur de métier : Pro Educ Consultant : objectifs et perspectives en ingénierie éducative et assistance à maitre d'ouvrage /formation académique et continue (Bernard gros)